

PASSAGES

SYLVIA BOTELLA – ENTRETIEN AVEC BENJAMIN STORA

NAVIGANT ENTRE HISTOIRE, LITTÉRATURE ET CINÉMA, BENJAMIN STORA ENSEIGNE, ÉCRIT ET SCÉNARISE COMME ON POURSUIT DES CONVERSATIONS PERSONNELLES ET COLLECTIVES.

SYLVIA BOTELLA est rédactrice en chef de la revue *Scènes*.

BENJAMIN STORA est historien, essayiste, scénariste et professeur des universités à Paris 13 et à l'Inalco. Ses recherches portent sur l'Histoire du Maghreb contemporain, les guerres de décolonisation et l'Histoire de l'immigration maghrébine en Europe. En septembre 2012, il publie *Voyages en postcolonies – Vietnam, Algérie, Maroc* aux Éditions Stock. Il est commissaire de l'exposition *Vies d'exil 1954-1961. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie, du 9 octobre 2012 au 19 mai 2013* à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à Paris.

Nous assistons aujourd'hui à une circulation sans précédent des capitaux, des individus et des idées. Pourtant on n'a jamais autant débattu, de manière aussi inquiète, la question de l'immigration. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Les nations redoutent tout d'abord de se perdre dans un ensemble européen de plus en plus vaste, et que s'y dissolve leur propre Histoire. Les pays qui constituent l'Europe ont des Histoires, des langues fortes qui structurent des identités anciennes, qui ont produit des cultures puissantes dont certaines ont dominé l'espace culturel mondial. Chaque nation s'adosse comme à un rempart à sa tradition multiséculaire, faite de singularités, craignant qu'elles s'atténuent à la fois dans l'espace européen et dans une mondialisation culturelle qui provoquerait une sorte d'affadissement de chacune de ces traditions nationales.

À cela s'ajoute la peur de la confrontation à l'espace méditerranéen et l'islam, qui est la grande question nouvelle posée à l'Europe. Toutes ces peurs de dilution à travers l'Europe, la mondialisation culturelle et l'apparition d'une nouvelle grande religion, l'islam, cela fait beaucoup de nouveaux défis à relever. Est

d'abord proposée une solution qui peut paraître rapide : le repli nationaliste. C'est une réponse immédiate, simpliste, qui évite de s'interroger sur les complexités en jeu. C'est tenter de revenir en arrière, à ce que nous connaissons déjà : l'Histoire est utilisée comme un territoire de refuge sécuritaire. Une Histoire évidemment embellie, quelquefois falsifiée, sacralisée dans un territoire particulier et à laquelle il ne faudrait pas toucher.

Il y a peur, donc discussion, débat, fracture, dans les partis politiques, les institutions, etc.

Comment définiriez-vous la figure de l'immigré du point de vue de votre œuvre, tant historique que fictionnelle ?

La figure de l'étranger est construite autour de l'altérité radicale. L'immigré, c'est d'abord l'autre, celui qu'on ne connaît pas, qui fait peur, qu'on cherche à « apprivoiser », à assimiler, ou à intégrer à des normes. On parle toujours de la peur de la société d'accueil, c'est-à-dire des gens qui ne connaissent pas les étrangers, mais la peur est toujours réciproque. Il y a aussi celle que ressent l'étranger, celui qui arrive, parce que le déracinement est profond, parce que l'exil est une blessure.

Lorsqu'on arrive, on ne connaît pas les sociétés, ni leurs langues, ni leurs codes. S'instaurent forcément une distance, un repli, une solitude de l'immigré. Il faut du temps pour que s'opère la connaissance de l'autre, le rapprochement, le temps d'identifier et de soigner les peurs, d'atténuer des représentations négatives puis de construire des discours.

Il y a la peur, mais aussi le déclassement.

Le déclassement social et culturel est très fort. On ignore tout du niveau social et culturel de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui arrivent ; on ne les connaît pas. Une dévalorisation s'établit d'emblée, alors qu'eux ont peut-être un fort capital social et culturel dans leur pays de départ. C'est quelquefois le cas, car ceux qui partent sont parfois les plus courageux. Ce sont de moins en moins les marginaux.

Et pourquoi tant de rapports haine/amour entre ceux qui sont restés et ceux qui sont partis ?

Il y a effectivement, au fil du temps, des oppositions qui se construisent entre ceux qui s'en vont, qui prennent le risque de s'arracher, qui sont en rupture avec la

tradition, et ceux qui décident de rester, qui ont fait le choix de la continuité, de la résistance sur place, sur les plans social, culturel, politique, ou qui, à l'inverse, ont fait le choix du conformisme. Entre ceux qui partent et ceux qui restent, les choses ne sont jamais simples, il y a forcément des accusations de renoncement, de trahison, mais subsistent des connivences parce qu'ils appartiennent à un même univers, malgré la séparation. Pourtant, la circulation va créer des différences que l'Histoire et le temps vont creuser, car progressivement on adopte les pratiques du pays d'accueil et l'éloignement est de plus en plus fort, même si ce n'est pas perceptible dans les discours, même si on a l'illusion d'être toujours en prise avec le pays de départ.

Hormis les principaux motifs des immigrations que peuvent être la guerre, les raisons politiques, économiques, ou personnelles, observe-t-on de nouvelles causes dans l'Histoire récente ?

Des phénomènes nouveaux sont survenus, depuis trente, quarante ans, qui accélèrent les mobilités, dont un majeur : le dérèglement climatique. Les crises climatiques provoquent des problèmes de désertification, d'inondations qui réduisent les surfaces cultivables. Des réfugiés climatiques s'en vont vers le Nord. Cette immigration sub-saharienne est encore peu analysée, mais elle est de plus en plus forte non seulement en Europe, mais aussi en Afrique du Nord. La seconde très grande différence, c'est la question des technologies nouvelles et de la circulation de l'information. Auparavant, on connaissait peu les autres pays. Grâce à des témoignages, on soupçonnait des améliorations possibles de vie, mais aujourd'hui, avec les chaînes satellitaires et internet, la connaissance du monde est illimitée. Des populations du fin fond de l'Afrique en situation de misère sociale savent comment vivent les populations en Europe. Elles regardent ce qui se passe attentivement et de manière directe, sans filtre – avec l'illusion peut-être que ce qu'elles voient est le réel. Et cela les pousse à partir en connaissance de cause, il y a moins de naïveté, on sait globalement que c'est là qu'il faut aller. Cette révolution technologique joue un rôle fondamental dans la mobilité.

Et troisièmement, un élément matériel est à prendre en compte, c'est l'accroissement des moyens de circulation. L'incroyable développement du transport aérien donne la possibilité de se déplacer vite et facilement d'un point à un autre du globe, ce qui est à peu près semblable aux poussées migratoires dues au passage de la marine à voile à la machine à vapeur et au chemin de fer à la fin du XIX^e siècle. Avec la démocratisation du transport aérien, c'est une véritable révolution migratoire qui s'est opérée.

Or on constate que l'accélération des mobilités renforce la peur de l'invasion, et les frontières ont donc tendance à se fermer. Effectivement, plus la possibilité de circuler est grande, et plus les frontières s'imposent comme étant infranchissables ; c'est une contradiction majeure.

Chaque vague d'immigration a-t-elle ses spécificités, sa figure de l'immigré ?

Il y a toujours des singularités. Le travail intellectuel vise à sérier les faits, à identifier ce qui apparaît comme une tradition migratoire, et à l'inverse les éléments inédits. Il est évident que l'accession à l'indépendance de tous les pays anciennement colonisés dans les années 1960 constitue une rupture : un monde nouveau est apparu, c'est une révolution politique mondiale considérable. La formation des États-nations permet, entre autres, l'émergence de citoyens nouveaux, qui décident d'aller vers d'autres nations, ce qui n'était pas le cas au temps des empires coloniaux. L'ancien colonisé devient un étranger à part entière qui ne vit plus dans une situation d'assujettissement. Dans les pays d'accueil, beaucoup avaient le sentiment que ce monde nouveau restait encore sous la coupe de l'ancien monde, ce qui est vrai... mais en partie seulement. La survivance du passé peut faire qu'on considère toujours l'étranger comme un ancien sujet colonisé, alors que celui qui vient se voit comme un citoyen, appartenant à un espace national singulier.

Comment peut-on réconcilier Histoire et histoires personnelles ?

C'est tout un travail de construction du récit. Pendant très longtemps l'Histoire a été envisagée de manière euro-centrée, à travers la construction du modèle des États-nations, qui n'existaient pas dans les rapports au monde ni à la Méditerranée. Les choses ont changé avec la mondialisation culturelle, l'apparition de nouveaux États, et la fin de l'Histoire coloniale européenne. Il faut alors faire tout un travail de pédagogie, d'éclaircissement, pour intégrer dans des récits nationaux ceux qui n'existaient pas.

On est toujours obligé d'écrire l'Histoire sous pression, dans l'urgence et de manière quelquefois tragique.

Des récits qu'on a voulu gommer ?

Je ne suis pas sûr qu'on ait voulu les gommer. Car pour gommer l'autre, encore faut-il qu'il existe, or ce n'était pas le cas. Et le faire exister, c'est déjà un travail énorme en soi. On a par conséquent ce travail de construction du récit historique sur ce que représentent des Histoires différentes. Cela passe par les appareils scolaires ; ce processus a commencé, en France, depuis une vingtaine d'années. L'immigration était considérée comme une discipline marginale, dans les banlieues de l'Histoire. Puis cette histoire périphérique est devenue de plus en plus centrale parce qu'elle correspond à des enjeux politiques contemporains ; des crises sociales, culturelles et politiques obligent aujourd'hui les États à réfléchir à ces questions, parce que l'Histoire s'écrit toujours en fonction des enjeux politiques du présent. Parce qu'il y a des revendications, des désirs, des contradictions, des batailles. On est toujours obligé d'écrire l'Histoire sous pression, dans l'urgence et de manière quelquefois tragique. Pour qu'une question soit abordée dans une société, il faut que la société le veuille ; or, désormais, la société française ou européenne désire savoir ce qu'il en est de l'islam, des nouvelles immigrations. Aujourd'hui, on ne

♦♦♦

1 Benjamin Stora, *Entretien avec Thierry Leclère, La Guerre des mémoires*, Éd. L'Aube, Paris, 2007.

2 Lire à ce sujet *Imaginaire de guerre*, de Benjamin Stora, Éd. La Découverte, Paris, 2004.

3 Benjamin Stora a, entre autres, collaboré avec Nadir Moucknèche, Ismael Ferroukhi pour le film *Les Hommes libres*, ou Régis Warnier sur *Une femme française et Indochine*.

peut pas concevoir l'Histoire de France sans évoquer le fait colonial, les empires, l'immigration. On ne peut pas concevoir des programmes d'Histoire qui n'inscriraient pas ces questions au cœur. Le fait que le sujet au baccalauréat en France cette année ait été la guerre d'Algérie, c'est très significatif.

C'est très intéressant ce que vous dites au sujet du baccalauréat français, parce que beaucoup d'Algériens et de Français regrettent qu'il n'y ait pas eu, dans leur pays, de commémoration du cinquantième anniversaire du cessez-le-feu décrété le 19 mars 1962. Comment analysez-vous ce « consensus » ?

C'est un paradoxe. Il y a dans la société, et notamment dans les jeunes générations, un désir très fort d'aborder ces questions. L'Éducation nationale est obligée de tenir compte de cette demande, parce que ça pousse dans les classes, donc dans le corps enseignant, donc ça

remonte aux ministères qui sont forcés de prendre des décisions concernant les manuels scolaires, les sujets d'examen, etc. Cela fait partie des impulsions données par la société, c'est une Histoire qui pousse par en bas et qui traverse l'institution scolaire. En revanche, la question politique de l'écriture et de la prise en charge de cette Histoire vient d'en-haut. Des blocages, des peurs existent toujours au niveau de cette Histoire qui relève des intérêts étatiques. Les gouvernements, les partis politiques se construisent sur la base de clientèles sociale et mémorielle. Or sur la question de la guerre d'Algérie, les clientèles sont très fortes dans la société française. Tous les européens qui vivaient en Algérie et qui sont revenus en 1962, les soldats français qui sont allés combattre en Algérie, les Harkis qui sont arrivés en France, les immigrés algériens, tous ces gens avec leurs enfants, leurs mémoires, représentent six à huit millions de personnes. Ce n'est pas un simple détail historique qu'il suffit de traiter dans un livre ou un documentaire. Non ! Ce sont là des millions de personnes qui vivent avec leur parcours, leurs blessures, leurs certitudes, leurs visions de l'Histoire. Certes, il faut en tenir compte, les ménager, mais il faut aussi avoir le courage de les affronter. C'est d'une grande complexité pour les partis politiques et les hommes d'État, qui sont face à des groupes socialement enracinés dans la société française, des clientèles sociales et électorales puissantes. C'est ça, l'Histoire de la guerre d'Algérie. Ce n'est pas l'Histoire du Sénégal ni du Maroc, qui ne mettent pas en jeu autant de choses dans la société. La guerre d'Algérie, l'Algérie, touchent des millions de personnes, qui sont blessées et ne veulent pas admettre leur responsabilité dans la tragédie, ou s'autocensurent et ne veulent pas en entendre parler. Sous cette Histoire complexe, difficile à prendre en charge par les gouvernements, émane de la société elle-même un mélange d'autocensure, de douleur, de volonté de revanche, d'agressivité tournée vers les immigrés (les Algériens en particulier) et potentiellement de guerre des mémoires¹.

L'État ne veut donc pas raviver cette guerre des mémoires à travers une commémoration.

On est toujours face au même dilemme avec l'Algérie : on affronte le passé, on en fait l'examen au risque de raviver les blessures, ou on le diffère, le contourne, pour se donner l'impression que cette guerre des mémoires n'aura pas lieu, mais le déni fait que le refoulé revient encore plus brutalement. Il faut naviguer entre ces deux écueils, parvenir à divulguer, à affronter, à faire et à écrire l'Histoire et donc à ne pas avoir d'empathie envers les groupes étudiés, sans pour autant les heurter ni les stigmatiser (dans tous les sens du terme).

C'est la difficulté inhérente au travail des historiens. Et toutes les révélations de secrets de l'Histoire sont douloureuses à faire quand on connaît le poids du passé et des blessures... Ces connaissances peuvent aussi paralyser, on n'ose pas toujours les révéler. La complexité et l'enjeu du métier d'historien, c'est d'une part

conjuguer l'exigence de vérité historique et d'explicitation des faits, et d'autre part, avoir de l'empathie pour les gens, tenir compte des oubliés, des vaincus. C'est la délicate question de la distance à adopter.

Justement, est-ce que c'est le travail d'historien que vous avez fait sur les ignorés, les apatrides de l'Histoire à travers une série de portraits, qui vous a mené à la fiction ?

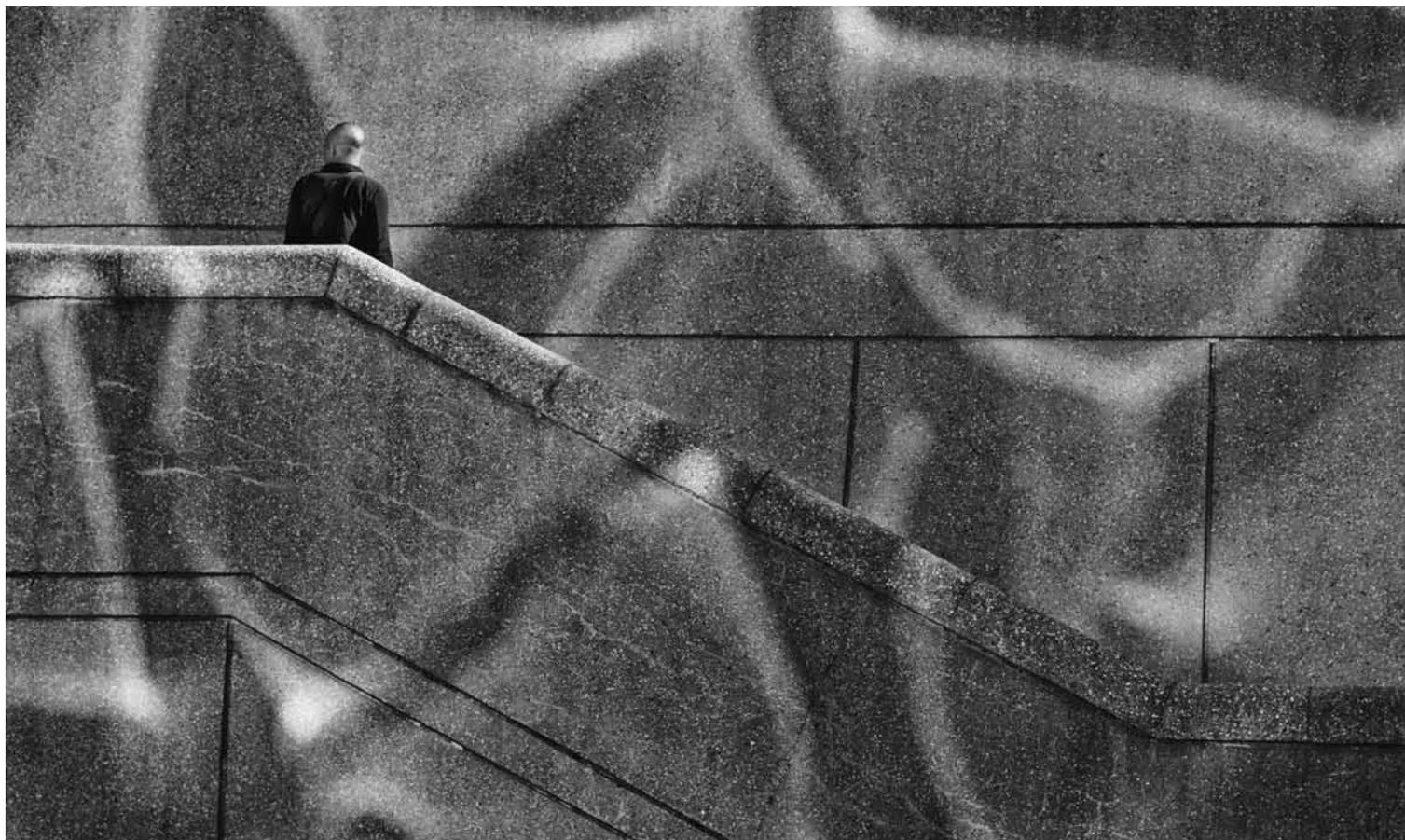
En effet, dès lors qu'on écrit sur l'Histoire, on découvre des choses invraisemblables, délirantes, et on met en scène l'Histoire, on choisit des personnages, des situations, et vient progressivement la tentation de passer à la fiction. Mais en ce qui me concerne, c'est aussi un rêve plus personnel, dû à l'amour de la littérature. J'ai appris l'Histoire de l'Algérie grâce aux romans, en lisant *Tombéza* de Rachid Mimouni, les livres de Kateb Yacine, de Mouloud Feraoun... Le cœur de la société algérienne battait à travers ces romans, et j'ai compris que j'apprenais là davantage, et plus rapidement, que dans le travail historique traditionnel. J'avais donc ce goût de la fiction comme mode de compréhension du réel.

Malgré ce rêve, vous êtes d'abord allé vers l'Histoire...

Oui, et d'abord pour une raison qui appartient à ma génération, celle de l'après 68, des années 1970, une génération extrêmement politisée. Je voulais faire des études de Lettres, et puis est arrivé Mai 68, et ses conséquences, l'effervescence, l'incandescence révolutionnaire. Et là, ce n'est plus la littérature qui prime, c'est l'Histoire et la politique. Quand on contracte le virus de la révolution et de la politique, il ne peut y avoir d'autre objet d'étude que l'Histoire. Un homme politique qui ne connaîtrait rien à l'Histoire, au Front populaire, au mouvement ouvrier international, aux grandes révolutions, ne peut pas être un homme politique, c'est impossible ! Les événements des années 1970 ne pouvaient me mener qu'à l'écriture de l'Histoire et du réel, et donc à la transformation du réel par la connaissance de l'Histoire. Pour être un acteur politique, je devais connaître l'Histoire, mais éclairée par deux disciplines paradoxalement moins spectaculaires : la littérature et le cinéma.

Quand on contracte le virus de la révolution et de la politique, il ne peut y avoir d'autre objet d'étude que l'Histoire.

remonte aux ministères qui sont forcés de prendre des décisions concernant les manuels scolaires, les sujets d'examen, etc. Cela fait partie des impulsions données par la société, c'est une Histoire qui pousse par en bas et qui traverse l'institution scolaire. En revanche, la question politique de l'écriture et de la prise en charge de cette Histoire vient d'en-haut. Des blocages, des peurs existent toujours au niveau de cette Histoire qui relève des intérêts étatiques. Les gouvernements, les partis politiques se construisent sur la base de clientèles sociale et mémorielle. Or sur la question de la guerre d'Algérie, les clientèles sont très fortes dans la société française. Tous les européens qui vivaient en Algérie et qui sont revenus en 1962, les soldats français qui sont allés combattre en Algérie, les Harkis qui sont arrivés en France, les immigrés algériens, tous ces gens avec leurs enfants, leurs mémoires, représentent



Danse murale © Fabienne Cresens

L'image était pour vous une nécessité ?

Oui. Pour moi, les années 1970 sont aussi les grandes années du cinéma, français et américain. J'ai été très impressionné par certains films tels que *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola, ou *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino, un film extraordinaire sur la violence qui a été pour moi un grand choc esthétique. Ce n'était pas un film sur le Vietnam, c'était un film sur la guerre et les hommes. À cette époque, je travaillais déjà beaucoup sur la guerre d'Algérie et dans ce film, je reconnaissais la violence des hommes à l'œuvre au Vietnam comme en Algérie. Le cinéma permettait de comprendre l'Histoire autrement, pas de manière simplement linéaire, classique ou académique.

Le cinéma transforme-t-il le réel ?

Oui, il le transforme. Ce qui était incroyable, c'était que ce que l'on voyait des films américains sur le Vietnam fai-

sait croire que les Américains avaient gagné la guerre, alors qu'ils l'avaient perdue ! C'est une vraie question : comment un pays qui perd une guerre peut-il la gagner sur le terrain des représentations ?² C'est un problème qu'il faut régler, parce que le cinéma vietnamien – ou algérien – n'a jamais réussi à être à la hauteur des cinémas européen ou américain sur ces sujets-là. En Algérie, Mohammed Lakhdar-Hamina est pratiquement le seul cinéaste qui est parvenu à relever le défi du traitement de la guerre, de l'indépendance algérienne. En dehors des histoires de guerre, il n'y a que Nadir Moknèche qui, à mon sens, s'impose comme un cinéaste majeur, et encore, il est quasi inconnu ; lui seul a vraiment compris la société algérienne. Quant au cinéma vietnamien contre la guerre, face aux Américains et aux Français, il est très faible, propagandiste et stéréotypé, il ne peut pas s'exporter. On voit donc que le cinéma est une façon

aussi d'écrire l'Histoire. Le « centre », le « vieux centre », maîtrise la fabrication de représentations qui sont diffusées et acceptées par le monde entier. C'est par conséquent ce dernier qui fait l'Histoire, qui la reconstruit, et lui donne un sens. C'est un pouvoir considérable.

Comment le scénariste parvient-il à composer avec l'historien, dans son travail d'écriture et d'image ? Comment gérez-vous la tentation de la liberté de la fiction ?

Ce sont, en général, les cinéastes qui, à la lecture de mes livres, ont des idées de films et me demandent de leur écrire des scénarii sur des sujets encore peu abordés au cinéma ; l'écriture de la réalité vient combler un manque de fiction. Je dis toujours aux cinéastes³ que tout ce qu'ils peuvent écrire ou montrer n'est pas vrai, et que la seule chose qui m'intéresse, c'est la vraisemblance. L'histoire que je raconte n'a jamais eu lieu, ses person-

♦♦♦

nages n'existent pas, mais je m'efforce, à l'écriture du scénario, de ménager une cohérence, une vraisemblance... Je me demande si un individu placé dans de telles conditions peut réagir de telle manière, compte tenu de son éducation, sa mentalité, sa culture, son origine sociale... Je dois évaluer et trancher. Et c'est ça qui m'intéresse! Créer des personnages qui n'ont jamais existé et qui peuvent effectivement correspondre à des vérités historiques, c'est très excitant intellectuellement.

L'Histoire avance, de manière pragmatique et pas seulement idéologique...

À l'issue d'une recherche sur les nationalismes algérien et marocain que vous avez faite à Rabat, de 1998 à 2001, vous avez écrit *Algérie, Maroc: histoire parallèles, destins croisés. Pouvez-vous nous esquisser rapidement ce qui différencie, sépare et réunit ces deux pays?*

Ce que j'ai vu du Maroc, c'est tout ce qui a disparu en Algérie à cause de la présence française. J'avais l'impression de me promener dans un temps continu, dans une Histoire qui n'aurait pas cessé. Alors qu'en Algérie, on voit bien les traces de la présence française et de sa puissance, du point de vue architectural, spatial, culturel. Cela n'existe pas au Maroc, et cela a été pour moi une grande découverte. C'est très différent; au Maroc, l'Histoire s'est perpétuée et transmise, tandis que l'Algérie a une Histoire brisée, qui a connu une violence de dépossession puis de repossession. Au Maroc, c'est la continuité historique qui l'emporte, avec un nationalisme construit autour de la personne du Roi, à l'invers, en Algérie le rapport à l'autre est un rapport de force: il faut toujours prouver l'existence de la nation. Cette nation est jeune, elle est donc vigoureuse, forte; le nationalisme au Maroc s'exprime beaucoup plus dans l'entre-soi.

Les Algériens aiment beaucoup le Maroc car il leur rappelle une Histoire perdue, un Orient disparu. Il y a, entre ces deux pays, des aspects totalement identiques (le langage, le rapport au religieux) mais

ce qui diffère, c'est le rapport à la nation et à son Histoire, d'où le choc fort des nationalismes entre Marocains et Algériens. Il y a donc cette fermeture des frontières entre deux grands pays qui empêche de fabriquer une unité politique du Maghreb, ce qui, à mon sens, est aussi artificiel qu'absurde.

Quel regard portez-vous sur « les révolutions arabes » ?

L'ébranlement des « révolutions arabes » était nécessaire: on ne pouvait pas rester dans le statu quo, les dictatures, alors qu'on a affaire à des sociétés plus jeunes, instruites, et qui aspirent de plus en plus aux libertés individuelles et politiques. Ces « révolutions » étaient donc inscrites dans le cours même de l'histoire des sociétés. Cinquante ans après leur indépendance, celles-ci avaient été complètement opprimées par des pouvoirs autoritaires, qui dissimulaient la réalité. Ils prétendaient qu'ils régleraient leurs problèmes, mais au contraire, la plupart ne vivaient (ou ne vivent encore) que parce qu'ils faisaient croire qu'ils étaient des garde-fous... Mais encore une fois, ce n'est pas en les refoulant qu'on peut régler les problèmes. Lorsque le côté autoritaire et dictatorial s'effondre, on voit la photographie des sociétés et ce sont tous les vrais problèmes qui remontent à la surface. Ces pays y sont confrontés, aujourd'hui: la place immense laissée au fait religieux, le statut critique des femmes et des minorités non musulmanes, le rapport à l'Occident. On est entré dans une nouvelle Histoire où il faut commencer à les affronter. On vivait dans des sociétés d'illusions où tout était masqué par des discours autoritaires et des pratiques clientélistes. Aujourd'hui, on peut voir leur état réel: alors regardons, affrontons les problèmes de ces sociétés.

Et comment cela peut-il avoir un impact positif? Est-ce que cela peut relancer l'idée de l'Union du Maghreb (qui depuis sa création en 1989 reste une coquille vide)? Est-ce qu'une conscience politique de l'autre côté de la Méditerranée peut vraiment émerger?

Je pense que oui, que les États sont obligés de tenir compte de cette poussée, de ces aspirations nouvelles. S'ils n'anticipent

pas en accélérant les processus d'unité, les circulations transversales seront de toute façon beaucoup plus fortes dans les sociétés elles-mêmes. Ces sociétés homogènes ne peuvent pas rester dans de telles situations de cloisonnement culturel, et les dynamiques nationalistes ne peuvent plus l'emporter sur des stratégies économiques régionales. Cette partie du monde a profondément changé, et c'est ce défi-là qu'il faut relever.

Et de quelle manière cela change-t-il notre regard sur nos propres immigrations d'Afrique du Nord? Ces « révolutions » apportent-elles quelque chose de positif?

Il ne faut pas se voiler la face. Il y a, à la fois, la redécouverte de ces sociétés qui se mettent en mouvement, qui aspirent aussi à la fin des dictatures et à des libertés publiques fortes, et la persistance de stéréotypes négatifs – le sentiment que ces pays ont tellement de retard par rapport aux questions économiques et sociétales, qu'ils n'évolueront pas. Certains cercles réactionnaires ou euro-centristes pensent que tout est voué à l'échec avant même que l'Histoire ne s'accomplisse. Je ne crois pas à cela, je pense que le mouvement de l'Histoire se fait en marchant: il faut prendre les problèmes les uns après les autres, les appréhender, les analyser. C'est une forme de paresse intellectuelle que de se dire qu'au fond tout se répète à l'identique et que rien n'avance. Ce bouleversement, ce refus du statu quo étaient nécessaires. Désormais d'autres questions se posent. Et c'est ainsi que l'Histoire avance, de manière pragmatique et pas seulement idéologique... et même dans notre société, à travers des réflexions sur notre propre modèle démocratique. ■

Propos recueillis à Paris le 21 juin 2012
Transcription Célyne van Corven